

« Un choix politique »

Le commissaire européen aux affaires économiques et financières, le Français Pierre Moscovici, a donné hier une conférence de presse à Paris, afin d'annoncer un coup de pouce envers la filière rhum des Dom. « L'Union européenne a décidé ce vendredi de relever le contingent de rhum soumis à un taux d'accise réduit, s'est-il félicité. En portant de 120 000 à 144 000 le nombre d'hectolitres d'alcool pur par an qui sont soumis à un taux réduit de taxes indirectes, l'UE entend apporter une bouffée d'oxygène à cette filière qui génère 40 000 emplois et représente 4 500 exploitations agricoles. »

À La Réunion, l'avis du commis-



Pierre Moscovici a donné hier une conférence de presse à Paris afin d'annoncer un coup de pouce envers la filière rhum des Dom. (Photo d'archives, Emmanuel Grondin)

saire européen est partagé. Contactée au téléphone par Le Quotidien, la présidente de la Fédération interprofessionnelle de l'alcool de canne, Danièle Lenormand, est satisfaite. « Il faut savoir que, depuis trois ans, nous atteignons systématiquement le quota fixé par l'Union Européenne et nos partenaires pour la distribution en métropole refusaient de nous acheter davantage de rhum parce qu'hors quota cela créait de grandes complications administratives et financières. Sur-

tout, le rhum réunionnais n'est pas compétitif par rapport aux pays tiers s'il n'est pas encadré fiscalement ».

Pour l'instant, personne ne sait quel sera l'impact sur la filière, même si Danièle Lenormand salue une mesure « qui n'est pas symbolique ». « Il n'y a pas eu d'étude d'impact mais cela ne devrait pas coûter cher, c'est un choix politique », botte en touche Pierre Moscovici, lorsqu'on lui demande le coût de cet élargissement du quota.

Il n'est que les associations de lutte contre l'alcoolisme qui pourraient s'indigner de ce soutien sup-

plémentaire aux alcooliers. Il y a quelques mois, lors de l'examen à l'Assemblée nationale de la loi « Santé », la députée (PS) réunionnaise Monique Orphé proposait au contraire de taxer davantage le rhum et les boissons alcoolisées. Elle n'a pas obtenu gain de cause. « Il ne faut pas se tromper de combat », relativisait hier Pierre Moscovici en conférence de presse. « La meilleure façon de lutter contre l'alcoolisme est de créer des emplois. »

De notre correspondant à Paris, Julien Sartre

■ Mouvement et missions locales

10 jeunes en entreprise

Dans le cadre d'un partenariat signé entre le Medef Réunion et l'association régionale des missions locales, dix jeunes de la mission locale nord ont pu visiter la société Equipauto, du groupe Balbine, à Saint-Denis mais aussi s'entretenir avec ses dirigeants et salariés. Cette initiative a pour but de « favoriser l'accès des jeunes de 16 à 25 ans au monde de l'entreprise en adéquation avec les besoins en recrutement » des adhérents du syndicat patronal et des projets professionnels des jeunes.

■ Diagonale des juristes

Rendez-vous demain

Organisée par les étudiants en droit de la faculté de droit et d'économie de La Réunion, la Diagonale des juristes se déroulera demain à partir de 14h dans l'amphithéâtre bioclimatique du campus du Moufia, à Saint-Denis. 18 étudiants dionysiens et tamponnais inscrits en licence 1, 2 et 3 participeront à ce concours d'éloquence sur des sujets imposés. Ils seront départagés par un jury composé notamment de professionnels du droit.

■ Mutuelle nationale des hospitaliers

Deux points d'accueil à La Réunion

En lien avec la Banque française mutualiste (qui couvre les agents du secteur public) et le Comité de gestion des œuvres sociales hospitalières, la Mutuelle nationale des hospitaliers (MNH), qui assure 17 000 personnes à La Réunion dans le secteur hospitalier, vient d'inaugurer deux espaces d'accueil sur les sites du CHU: l'un à Saint-Denis (photo), l'autre à Saint-Pierre. A eux deux, ces sites emploient près de 7 000 personnels médicaux et non médicaux. Il s'agit de la 21^e antenne de la MNH au niveau national, qui entend ainsi « coller au plus près de la demande et des spécificités de terrain réunionnaises ». Son responsable d'antenne dans l'île est Antoine Bonneau.



■ Diplôme universitaire

Développeur web, 2^e

L'université, l'IUT de Saint-Pierre et l'association Webcup lancent à destination des bacheliers la deuxième édition du diplôme universitaire « développement informatique et métiers du web ».

AÉROPORT DE PIERREFONDS

Air austral se désengage

La compagnie régionale Air Austral prévoit de supprimer 15 500 sièges au départ de Pierrefonds jusqu'en décembre. Un désengagement qui devrait coûter entre 200 000 et 300 000 € au syndicat mixte de Pierrefonds, et qui pourrait ne pas s'arrêter là...

La nouvelle n'a fait que des mécontents au syndicat mixte de Pierrefonds. Le 10 mai dernier, lors du dernier conseil syndical, les dirigeants de l'aéroport sudiste apprennent, via un e-mail, qu'Air Austral veut supprimer 15 500 sièges entre juin et décembre. « On avait déjà perdu 4 500 sièges depuis le début de l'année à cause des grèves et des annulations de vols », déplore Patrick Malet, joint par téléphone. Le président du SMP ne cache pas son inquiétude sur la suite du programme. « Il se murmure que cela pourrait être encore pire... »

« Un outil menacé ! »

Michel Fontaine et André Thien Ah Koon. Toutes mouvances confondues, ils ont d'ailleurs signé une motion à l'attention de la compagnie régionale pour lui demander de revenir sur sa décision. Mais c'est silence radio dans le cockpit d'Air Austral...

C'est finalement Virginie Gobalou qui s'est indignée publiquement de ce désengagement en organisant hier sa conférence de presse de campagne dans l'enceinte de l'aéroport. « C'est un site stratégique, incontournable pour le développement du bassin sud et sud-ouest [...] Cet outil est aujourd'hui menacé ! [...] C'est regrettable que

Lebreton. Virginie Gobalou fustige au passage son adversaire LR, David Lorion. « Qu'a-t-il fait pour solliciter des moyens en tant que vice-président de Région ? À aucun moment, il n'évoque l'aéroport de Pierrefonds dans son programme ! Peut-être parce qu'il se sent coupable de ne pas avoir tapé suffisamment du poing sur la table ? », lance-t-elle.

Mais d'après Patrick Malet, qui défend sa chapelle politique, il n'est pas question d'appeler à l'aide Didier Robert, quand bien même Air Austral bénéficie de fonds publics. « Non, notre interlocuteur, c'est Air Austral. C'est une

pourrait coûter cher à l'aéroport de Pierrefonds: entre 200 000 et 300 000 €, estime Patrick Malet, aux commandes d'un aéroport qui se démène pour sortir la tête de l'eau. « On a fait des efforts. De trois vols, on est passés à 14 vols hebdomadaires sur Air Mauritius. Et puis, on est parti chercher Air Madagascar. On est à 41 000 passagers au 31 mai. C'est joli non ? », plaide-t-on en coulisses. Mais le ciel n'est pas près de se dégager au-dessus du tarmac de Pierrefonds. D'après nos informations, Air Austral a l'intention de retirer son ATR basé dans le Sud. Un bien mauvais signal que n'a pas commenté le directeur de la